

Pôle Environnement  
9 rue de la Grenouillère  
01012 Bourg-En-Bresse Cédex

Bourg-En-Bresse, le 31/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS METHAMODE**

515 route de Bourbouillon  
01380 Saint-Cyr-Sur-Menthon

Références : 2025-4148  
Code AIOT : 0003203537

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement SAS METHAMODE implanté 515 route de Bourbouillon 01380 Saint-Cyr-sur-Menthon. L'inspection a été annoncée le 23/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Opération coordonnée régionale

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS METHAMODE
- 515 route de Bourbouillon 01380 Saint-Cyr-sur-Menthon
- Code AIOT : 0003203537
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est déclaré pour une unité de méthanisation agricole de type injection de biogaz. L'unité est déclarée initialement depuis le 26/11/2019 avec deux modificatif de déclaration en 2022 et 2023

pour une quantité d'intrants de 29.9 tonnes par jour.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	collecte eaux souillées	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3 alinéa 5 à 11	Demande d'action corrective	3 mois
6	Stockage du	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	digestat	10/11/2009, article 2.15 alinea 2		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralité	Autre du 20/01/2023, article .	Sans objet
2	Interdiction des rejets dans une nappe	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 5.6.	Sans objet
3	réentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10 sauf alinéas 6	Sans objet
4	collecte eaux pluviales, des écoulements	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3 alinéas 1,2 et 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation présente un bon niveau de conformité par rapport à la gestion des eaux souillées et eaux pluviales. Le site est propre et bien entretenu.

Un point de non-conformité a été soulevé concernant l'absence de couverture du silo de stockage du digestat solide. L'exploitant a engagé les démarches et projette la couverture de ce silo pour la fin de l'année 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Généralité

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/01/2023, article .
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Intrants : -fumier de bovin : 2 500 T - seigle ensilage : 4 850 T - maïs épi broyé : 1 300 T -dechet de pommes : 800 kg Soit 23,7 T/j
<b>Constats :</b>  Un intrant supplémentaire depuis la modification de déclaration en date du 20/01/2023 : lactosérum en provenance de la Ferme de la Boissette (71) à raison de 2 Tonnes par an. La quantité d'intrants en 2024 est de 10 340 Tonnes, soit 28,32 Tonnes de matière traitée par jour. L'activité relève bien du régime de Déclaration. Un porté à connaissance pour l'ajout du lactosérum dans la liste des intrants a été communiqué le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Interdiction des rejets dans une nappe

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 5.6.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

**Constats :**

Les eaux souillées sont collectées et réintroduites dans le méthaniseur. Les eaux pluviales sont rejetées dans le milieu naturel dans un fossé.

Absence de rejet d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10 sauf alinéas 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

**Prescription contrôlée :**

« 2.10.1. Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

« - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

« - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

« Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

« Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent 2.10.1, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10<sup>-7</sup> mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.

« Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans. Arrêté du 10/11/09 relatif aux prescriptions générales applicables aux i... [https://aida.ineris.fr/consultation\\_document/4221](https://aida.ineris.fr/consultation_document/4221) 6 sur 20 07/01/2022, 15:23

« 2.10.2. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

« Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

« 2.10.3. A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat,

<p>les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <p>« - un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à <math>10^{-7}</math> mètres par seconde ;</p> <p>« - une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport <math>h/V</math> est supérieur à 500 heures.</p> <p>L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport <math>h/V</math> peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport <math>h/V</math> calculé.</p> <p>« L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p> <p>« 2.10.4. Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>« 2.10.5. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>(rq : le site est implanté depuis avant 2021)</p> <p>La préfosse (<math>120\text{m}^3</math>) et la fosse de stockage du digestat liquide (<math>4\,210\text{ m}^3</math>) sont enterrées et équipées de détecteur de niveau.</p> <p>Le digesteur (<math>2\,700\text{ m}^3</math>) est partiellement enterré et est cerclé d'un fossé entouré d'un merlon correspondant au volume de rétention hors sol soit <math>1\,230\text{ m}^3</math>.</p> <p>Vu étude d'imperméabilité réalisée au niveau du digesteur le 28/01/22 dont le résultat est de <math>2,7 \times 10^{-7}\text{ m/s}</math></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : collecte eaux pluviales, des écoulements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3 alinéas 1, 2 et 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réseau de collecte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires « susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) » des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>« Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.</p> <p>....</p> <p>« Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu plan des réseaux de collecte séparatifs des eaux pluviales et eaux souillées.</p> <p>Séparation du réseau de collecte des eaux pluviales et des eaux susceptibles d'être souillées (jus de silos).</p>

Vu les trois points de collecte des eaux souillées par écoulement gravitaire (silos de stockage intrants et silos de stockage de digestat solide).  
Vu les deux points de collecte des eaux pluviales par écoulement gravitaire .  
Les aires d'écoulement des eaux pluviales goudronnées sont propres et entretenues.  
Les eaux pluviales sont rejetées dans le milieu naturel et les eaux souillées sont récupérées par une pompe de relevage pour être réinjectées dans le méthaniseur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** collecte eaux souillées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3 alinéa 5 à 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, réseau de collecte

**Prescription contrôlée :**

« L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

« En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

« En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

« En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.

« Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

« En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les valeurs limites autorisées au point 5.5 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement (1761#Article\_L.\_212-1) , les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

**Constats :**

Présence de fosses et d'une zone de rétention (voir point de contrôle n° 3).

La pompe de relevage des eaux souillées vers la préfosse est vérifiée quotidiennement par l'exploitant selon ses dires.

Vu système d'obturation manuelle de la canalisation de récupération des eaux pluviales par ballonnement.

Absence de consigne d'utilisation de l'obstructeur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Rédiger une consigne pour les modalités de mise en œuvre du système d'obturation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 :** Stockage du digestat

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.15 alinea 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage du digestat
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <p>Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.</p> (...)
<b>Constats :</b>  <p>Le stockage du digestat solide n'est pas couvert.</p> <p>Vu permis de construire délivré le 8 septembre 2025 pour couverture du silo de stockage de digestat solide. L'exploitant prévoit la couverture de ce stockage pour fin 2026.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Couvrir le silo de stockage du digestat solide.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois